



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/1999/2/Add.5
12 janvier 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Session de 1999
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**RAPPORTS QUADRIENNAUX PRÉSENTÉS PAR LES
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF
(STATUT GÉNÉRAL ET SPÉCIAL) AUPRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Rapports quadriennaux 1994-1997 présentés par l'intermédiaire
du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<u>Page</u>
1. Congrès du Monde islamique	3
2. Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants	6
3. Société mondiale pour la protection des animaux	9
4. Fédération mondiale des anciens combattants	16
5. Union mondiale des organisations féminines catholiques	19
6. Vision mondiale internationale	23

1. Congrès du Monde islamique

(Statut consultatif général accordé en 1967)

Introduction

Le Congrès du Monde islamique (CMI), la plus ancienne des organisations musulmanes internationales, a été créé en 1926. Il oeuvre pour la paix fondée sur la justice et l'amitié envers tous. C'est une organisation apolitique qui croit profondément en la fraternité universelle, sans discrimination. Elle s'efforce d'établir le dialogue interconfessionnel en vue d'établir la tolérance entre les adeptes de toutes les religions.

Conformément à ses statuts l'Organisation est dotée d'un président et de deux vice-présidents, l'un originaire d'Afrique et l'autre d'Asie, et comprend de nombreuses filiales dans le monde.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et à d'autres activités et réunions des Nations Unies

Le Congrès du Monde islamique a appuyé et continue d'appuyer les objectifs et activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires. Le Représentant permanent du CMI à Genève a participé activement aux conférences et réunions ci-après:

Sessions de fond du Conseil économique et social:

26 juin-28 juillet 1995
30 juin-25 juillet 1997

Commission des droits de l'homme: de la cinquantième à la cinquante-troisième session:

31 janvier-11 mars 1994
30 janvier-10 mars 1995
18 mars-26 avril 1996
10 mars-18 avril 1997

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités:

1-26 août 1994
31 juillet-25 août 1995
5-30 août 1996
4-29 août 1997

Groupe de travail sur les minorités:

Première session 28 août-1er septembre 1995
Deuxième session 30 avril-3 mai 1995
Troisième session 26-30 mai 1997

Comité international de la Croix Rouge:

/...

14 octobre 1994 et 10 octobre 1995

Réunion internationale d'Organisations non gouvernementales:

2-4 septembre 1996

Colloque d'Organisations non gouvernementales européennes:

25-28 août 1997

Comité d'Organisations non gouvernementales sur la liberté de religion et de conviction:

15 août 1995

Réunions périodiques d'information à l'intention des organisations non gouvernementales

Durant la période considérée le Congrès du Monde islamique a participé activement aux activités de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

En outre, le représentant du CMI auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a pris part aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires dans de nombreux domaines, notamment les droits de l'homme, le contrôle des drogues, le rôle des femmes dans le développement; il a pris part également aux activités du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et aux sessions ordinaires du Conseil d'administration de l'UNICEF, à New York en février 1995 et en septembre 1996.

Le CMI a aussi participé à la Conférence sur la planification familiale réunie en Égypte, et à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing en septembre 1995. Le Secrétaire général a représenté le Congrès à la cinquième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, tenue à Vienne en mai 1996.

Certaines des allocutions prononcées par les représentants du CMI devant les instances du Conseil économique et social ont porté sur les violations des droits de l'homme, le contrôle des drogues, les droits et la protection des enfants, les femmes et le développement, le crime et la justice pénale.

Coopération avec des Programmes des Nations Unies

Le Congrès du Monde islamique a été particulièrement actif dans la promotion des programmes et objectifs des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme, le contrôle des drogues et le respect des droits et du rôle légitimes des femmes et des enfants, au sujet desquels des séminaires ont été réunis à intervalles réguliers par le CMI dans la plupart des 35 pays comportant des filiales.

Le Président et le Secrétaire général du CMI n'ont épargné aucun effort pour tenter de ramener la paix en Afghanistan déchiré et dévasté par la guerre;

ils ont à cet effet activement contribué à diverses initiatives visant à mettre fin au conflit en Afghanistan.

Dans le but de favoriser l'entente entre les religions et de promouvoir les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies, le CMI, à sa quatrième conférence annuelle, tenue en septembre 1997, a choisi le thème: The Muslim Ummah in the Next century. Des intellectuels et universitaires musulmans et non musulmans, notamment le Président du Millennium Institute des États-Unis et d'autres personnalités non musulmanes ont assisté à cette conférence. Celle-ci a examiné la contribution que les Musulmans pouvaient apporter à la solution des problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

Préoccupé par les abus dont les enfants sont victimes, et par la protection de leurs droits, le CMI a insisté auprès des Gouvernements et des organisations non gouvernementales des pays musulmans pour qu'ils donnent priorité à cette question, et le cas échéant, a recommandé l'adoption d'une législation appropriée en vue de la réalisation de ces objectifs. A la suite des démarches du CMI auprès de parlementaires pakistanais, de nombreuses mesures administratives ont été prises par ce Gouvernement pour mettre en oeuvre les programmes du Conseil économique et social relatifs à la protection des enfants.

Autres activités connexes

Durant la période considérée, le Congrès du Monde islamique a fourni une aide substantielle, sous forme de médicaments, de vêtements et de denrées alimentaires, aux victimes de l'agression serbe en Bosnie. L'aide fournie en 1994 et 1995 comprenait une aide spécialement prévue pour les enfants, et envoyée par l'intermédiaire de l'UNICEF.

S'agissant de la protection des droits des minorités, le Secrétaire général s'est constamment tenu en contact avec les responsables des communautés minoritaires au Pakistan en vue de les soutenir et de les aider à obtenir un traitement équitable et l'exercice de leurs droits. Le CMI a organisé un dialogue entre Musulmans et Chrétiens à Islamabad.

En 1994, le CMI a été étroitement associé à la Conférence mondiale de la religion pour la paix, et son Secrétaire général a été nommé Président de la Conférence en 1994. Il a participé à la sixième assemblée générale de la Conférence en décembre 1995.

Depuis de nombreuses années le CMI publie une revue hebdomadaire des évènements mondiaux. Cette revue porte sur les réalisations, et les travaux des Nations Unies, et des exemplaires de cette publication sont diffusés dans de nombreux pays.

2. Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants

(Statut consultatif spécial accordé en 1970)

Introduction et objectifs

La Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants est une association internationale qui rassemble des mouvements ou groupements d'étudiants chrétiens et d'autres membres de la communauté universitaire dans toutes les régions du monde. La Fédération compte actuellement 97 mouvements nationaux, regroupés en six régions, notamment l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique du Nord et le Moyen-Orient. Les bureaux régionaux se trouvent à Nairobi, Hong Kong, Amsterdam, Caracas et Beyrouth respectivement. L'Amérique du Nord qui ne compte que deux mouvements, n'a pas de bureau régional.

Le nombre de mouvements a augmenté depuis le dernier rapport. Les mouvements des pays ci-après: République démocratique du Congo, République tchèque, Jordanie, Honduras, Namibie, Hongrie, République dominicaine, Venezuela et États-Unis d'Amérique sont devenus membres lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue en Côte d'Ivoire en août-septembre 1995.

Durant la période quadriennale à l'examen, la Fédération a fêté son centenaire. Les programmes étaient plus particulièrement consacrés à des domaines comprenant la formation au rôle de dirigeant, la responsabilisation des femmes, l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, l'initiation à l'économie, la justice, la paix et le règlement des conflits, la critique de l'enseignement supérieur à la lumière des conditions sociales, économiques et politiques, la réponse à la mondialisation d'un point de vue éthique et religieux.

Participation à des programmes des Nations Unies et coopération avec des organismes des Nations Unies

En tant qu'organisation d'étudiants spécialement intéressée à la relation qui existe entre les divers programmes mentionnés ci-dessus et l'éducation, ainsi qu'à leurs conséquences pour les étudiants, c'est essentiellement dans le cadre de l'UNESCO que la Fédération a participé aux activités des Nations Unies. Durant la période quadriennale considérée, la Fédération a participé aux consultations collectives de l'UNESCO indiquées ci-après:

En 1995, le Représentant de la Fédération en France a participé à une consultation collective sur le thème "le rôle social et l'emploi des diplômés au 21ème siècle". L'ordre du jour de la réunion comportait entre autres l'examen d'un rapport sur les minutes d'un débat organisé par l'UNESCO à l'occasion de son cinquantième anniversaire. Ce rapport intitulé "L'enseignement supérieur au XXI^e siècle vu par des étudiants" s'appuyait sur les conclusions de diverses consultations et de débats organisés par des ONG au Forum de l'UNESCO jusqu'en 1995. Le document était essentiellement consacré à trois questions: Pourquoi étudions-nous? Qu'étudions-nous? et Comment étudions-nous? La Fédération a contribué à l'élaboration du document en apportant des éléments de son rapport détaillé sur la consultation relative à l'enseignement supérieur, qui avait eu lieu à Bangkok antérieurement dans la même année.

En septembre 1996, le Secrétaire général adjoint a participé à la cinquième consultation collective des ONG, forum étudiants/employeurs sur l'emploi des diplômés, au Siège de l'UNESCO, du 16 au 17 septembre. Ce forum avait pour thème: "L'enseignement supérieur et les conséquences du changement sur l'emploi des diplômés".

En février 1997, le Secrétaire général adjoint a participé à un suivi de la consultation collective d'ONG sur le thème mentionné ci-dessus. Le débat a porté spécialement sur l'évolution du marché du travail et ses incidences sur l'enseignement supérieur.

Changement de statut consultatif

A la suite d'une nouvelle classification adoptée par l'UNESCO pour le statut consultatif qui, de trois catégories (A, B et C) n'en comporte maintenant plus que deux, à savoir "relations officielles" et "relations opérationnelles", la Fédération qui avait le statut consultatif B est maintenant classée dans la catégorie "relations opérationnelles".

Représentation et participation à d'autres réunions des Nations Unies

Le Secrétaire général adjoint et un groupe de membres de diverses régions ont participé au Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague en mars 1995. La délégation de la Fédération a participé activement au forum d'ONG qui a précédé le Sommet mondial, et la Fédération a organisé deux réunions au Forum d'ONG, l'une sur le thème: "Alternatives et paradigmes" et l'autre sur le dialogue Nord-Sud.

Un mois avant le Sommet mondial, le Secrétaire général adjoint et deux autres représentants ont participé à la réunion du troisième comité préparatoire, au Siège de l'ONU à New York. Cette réunion préparatoire comportait divers groupes de travail. Les représentants de la Fédération ont joué un rôle de premier plan dans la mise en place du groupe de travail sur les droits de l'homme et ont également participé au groupe de travail sur le rôle des femmes dans le développement.

En 1996, le Secrétaire général adjoint a participé aux travaux de la Commission des droits de l'homme, à commencer par le groupe de travail spécial sur les populations autochtones et les minorités.

En 1996, les représentants de divers mouvements de la Fédération en Equateur, France et Norvège ont participé à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT II) à Istanbul, Turquie.

En 1997, la Fédération a été représentée à la Commission des droits de l'homme par des membres d'Allemagne et du Sri Lanka.

Le représentant accrédité a également représenté la Fédération aux réunions ci-après, à New York:

Réunion de suivi du Sommet mondial pour le développement social à New York du 21 au 31 mai 1996. La Fédération a été invitée à participer à cette réunion du fait qu'elle avait été accréditée auprès du Sommet mondial.

/...

Quarante-neuvième Conférence annuelle du Département de l'Information/Organisations non gouvernementales, du 10 au 12 septembre 1996. La Conférence était importante pour la Fédération en ce sens qu'elle accordait une place privilégiée aux rapports entre les Nations Unies et la société civile en vue du renforcement des Nations unies.

Conclusion

En raison de ses ressources financières et humaines restreintes, la Fédération n'a eu en quelque sorte qu'une participation réduite aux réunions et activités des Nations Unies et liées aux Nations Unies. Pour les prochaines années la Fédération envisage un renforcement de sa participation dans les domaines qui touchent directement ses membres et ses intérêts (étudiants et éducation) et qui relèvent plus exactement de sa nature et de ses compétences en tant qu'organisation d'étudiants. Dans cette perspective, ses relations avec l'UNESCO et sa participation aux activités de cette organisation vont devenir prioritaires.

3. Société mondiale pour la protection des animaux

(Statut consultatif spécial accordé en 1981)

Introduction

La Société mondiale pour la protection des animaux a été fondée en 1981 à la suite d'une fusion entre la Société internationale pour la protection des animaux, fondée en 1959, et la Fédération mondiale pour la protection des animaux, fondée en 1950.

La Société mondiale a pour but de promouvoir les moyens efficaces de protection des animaux, la prévention de la cruauté envers les animaux et le secours aux animaux qui souffrent. Elle réalise ces objectifs par l'intermédiaire de programmes d'éducation et une aide directe fournie par les huit bureaux régionaux de la Société situés en Allemagne, au Canada, en Colombie, au Costa Rica, aux États-Unis d'Amérique, au Kenya et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Parmi les membres de la Société figurent plus de 350 organisations de protection des animaux dans plus de 70 pays, ainsi que des dizaines de milliers de membres individuels, tous desservis par des bureaux régionaux. La revue de la Société Animals International est publiée deux fois par an. Chaque bureau régional publie et diffuse sa propre revue. Les sujets abordés sont variables et peuvent aussi bien traiter des dernières informations sur le contrôle de la population canine que de la formation spécialisée des vétérinaires locaux, de séminaires sur les soins et l'entretien des animaux de trait, ou de l'aide vétérinaire et de techniciens à la suite de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme.

De par son statut consultatif auprès du Conseil économique et social, la Société reçoit, de nombreux pays membres, des demandes d'assistance couvrant une large gamme de sujets.

ANNÉE	GOUVERNEMENT & ASSISTANCE FOURNIE	CONTACTS CLÉS
1994	République tchèque - Législation et conventions type, informations et conseils. Examen subséquent d'un projet de loi et observations formulées sur demande, dont bon nombre ont été incorporées. La loi a été adoptée en 1994.	Ing. Z. Burda Commission centrale Ministère de l'agriculture, Prague
1994	Cuba - Fourniture d'urgence au Gouvernement de produits euthanasiques/formation	Ministère de l'agriculture et Conseil municipal
1994	El Salvador : Législation visant à réglementer l'exploitation de la faune et de la flore sauvages.	

/...

ANNÉE	GOVERNEMENT & ASSISTANCE FOURNIE	CONTACTS CLÉS
1994	Guatemala: Projet de formation pour le transport du bétail et l'abattage.	Ministère de l'agriculture
1994	Nicaragua: Aide à la restauration d'un zoo.	
1994	Ukraine: Limitation de la prolifération des chiens errants et lutte contre la rage	O.Omelchenko Maire de Kiev
1994	Costa Rica: Élaboration d'un protocole relatif au repeuplement de zones naturelles avec des espèces menacées d'extinction. Préparation d'un programme de castration/stérilisation pour arrêter la prolifération d'animaux domestiques dans des zones tribales indiennes.	Ministère de la santé, Département des services zoosanitaires
1995	Cuba: Fourniture d'aliments essentiels pour animaux et de produits vétérinaires.	ANIPLANT Ministère de l'agriculture
1996	Bahamas: Organisation d'un séminaire sous l'égide du département de la police et des autorités judiciaires pour familiariser les responsables locaux avec la législation de répression des actes de cruauté envers les animaux.	Ministère de la santé Ministère du tourisme
1996	El Salvador, Guatemala, Honduras: Organisation d'un stage de formation pour initier les participants aux questions de protection de la nature, des espèces menacées, et aux tactiques des contrebandiers d'espèces sauvages.	Divers départements des trois gouvernements
1996	Kenya: Assistance à un projet de reproduction des tortues menacées.	M.Mwakio, Directeur provincial Kenya Wildlife services
1996	Namibie: Mise au point et fourniture de matériels didactiques pour un programme éducatif.	Katoma Lioni-Nyanyukweni Secrétaire permanent Ministère de l'éducation, Windhoek
1996	Rwanda: Envoi de fournitures vétérinaires	Ministère de l'agriculture
1996	Thaïlande: Création d'un refuge pour les ours confisqués aux trafiquants d'espèces sauvages	Wildlife Conservation Division Royal Forestry Department Bangkok

1997	Brésil: Organisation d'une conférence sur des questions relatives aux animaux/limitation de la population canine.	
1997	Bulgarie: Collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de la sylviculture pour interdire les ours dansants dans les rues.	Vassil Stiptzov, Ministre de l'agriculture Maire de Sofia
1997	Éthiopie: Étude des méthodes de production du musc de civette pour la parfumerie.	Ministry of Wildlife, Addis Abeba
1997	Hongrie: Collaboration avec les autorités locales pour évacuer 20 ours d'un terrain vague et les transférer dans une réserve.	Maire de Verseguhaz Maire de Godollo
1997	Italie: Services Consultatifs auprès de la municipalité de Capri sur la manière de limiter la prolifération des chiens errants, et installation d'une clinique vétérinaire.	Maire de Capri
1997	Nicaragua: Programme pour les spécialistes des équidés en vue de les former aux techniques du ferrage et aux soins vétérinaires de base.	Ministère de l'agriculture
1997	Pologne: Mise au point d'un programme de limitation de la prolifération des chiens errants et de lutte contre la rage. Organisation d'une conférence à l'intention des vétérinaires d'État.	Urząd Miejski Président de Bydgoszcz
1997	République-Unie de Tanzanie: Mise au point et fourniture de matériels didactique pour des programmes éducatifs à l'intention d'étudiants de Zanzibar.	Haroun Suleiman, Secrétaire principal adjoint, Ministère de l'éducation, Zanzibar
1997	République-Unie de Tanzanie: Assistance à des projets de reproduction de tortues menacées d'extinction à Zanzibar	Andrew Katema Ministère du tourisme
1994-1997	Equateur: Services consultatifs auprès du Gouvernement sur la protection de l'ours à lunettes, menacé de disparition.	Ministère de l'environnement
1994-1997	Hongrie: Lois & conventions types, informations et conseils. Examen subséquent de projets de lois et formulation d'observations demandées, dont bon nombre ont été incorporées. Loi adoptée en 1998.	Ministère environnement Fédération SPA

ANNÉE	GOVERNEMENT & ASSISTANCE FOURNIE	CONTACTS CLÉS
1994-1997	Pakistan: Conseils au Gouvernement au sujet d'activités illégales concernant les ours dansants et les combats d'ours.	Rafiq Ahmad Ministère environnement
1994-1997	Pologne: Lois, conventions types, informations et conseils. Examen subséquent de projets de lois et formulation sur demande d'observations, dont bon nombre ont été incorporées. Loi adoptée en 1998.	Ministère de l'agriculture
1994	Turquie: Collaboration avec le Ministère de la sylviculture pour interdire l'utilisation des ours dansants et créer un sanctuaire pour les ours dans un parc national.	Ministère de la sylviculture et de la faune et flore sauvages Ministère du tourisme Ankara
1994-1995	Estonie: Lois, conventions types, informations et conseils. Examen subséquent de projets de lois et formulation, sur demande, d'observations dont bon nombre ont été incorporées. Loi adoptée en 1995.	EASAW Tartu
1994-1995	Slovaquie: Lois, conventions types, informations & conseils. Examen subséquent de projets de lois et formulation, sur demande, d'observations dont bon nombre ont été incorporées. Loi adoptée en 1995.	Bohumil Lovas Ministère de l'agriculture Bratislava
1994-1995	République-Unie de Tanzanie: Étude/évaluation concernant le transport et l'abattage de bétail.	Dr. Yusuf Sembiko Ministère de l'agriculture Dar es-Salam
1996-1997	Montserrat: Secours en cas de catastrophe pour les animaux touchés par les activités volcaniques en cours, y compris ponts aériens pour animaux familiers.	Claude Gerald Ministère de l'agriculture
1996-1997	République-Unie de Tanzanie: Projet de vaccination pour tous les chiens domestiques dans la périphérie du Parc national de Serengeti pour prévenir la propagation du virus canin de Distemper (CDV) à la faune sauvage.	M. Mollel Dr. Kimati Ministère de l'agriculture & coopératives
1994 à ce jour	Bélarus: Lois, conventions types, informations et conseils.	M. Zhushma MP International relations Committee Minsk

ANNÉE	GOUVERNEMENT & ASSISTANCE FOURNIE	CONTACTS CLÉS
1994 à ce jour	Bulgarie: Lois, conventions types et conseils. Un avant projet de loi a été établi.	NFPAB Sofia
1994 à ce jour	Croatie: Lois, conventions type, informations et conseils. Un avant-projet de loi a été établi.	Mme Karakas Inspecteur vétérinaire Ministère de l'agriculture Zagreb
1994 à ce jour	Chypre: Projet de loi sur la protection des animaux; élaboration d'un programme pour limiter la prolifération des chiens errants et lutter contre la rage. Programme de formation pour les maréchaux-ferrants/vétérinaires concernant les soins du sabot.	Dr.P. Economides Ministère de l'agriculture
1994 à ce jour	El Salvador, Honduras, Nicaragua: Réunions avec des responsables des départements de la faune sauvage, des douanes, de la police et de l'armée, pour mettre au point une stratégie de lutte contre la contrebande et le trafic des animaux sauvages.	Divers services des trois Gouvernements
1994 à ce jour	Inde: Projet contre la prolifération des chiens errants/lutte contre la rage. Formation d'employés municipaux aux techniques de capture, de traitement et de stérilisation.	Maire de Jaipur
1994 à ce jour	Indonésie: Aide à un projet par l'apport de fournitures d'urgence pour sauver des orang-outans en danger, et projet de réadaptation.	Ministère de la nature et des forêts
1994 à ce jour	Kenya: Mise au point d'un programme éducatif et fourniture de matériels didactiques.	Daniel Sang Ministère de l'éducation Nairobi
1994 à ce jour	Kenya: Préparation d'un programme pour les autorités islamiques dans le but de limiter la prolifération de la population féline.	Dr. Ragwa Government Veterinary Department
1994 à ce jour	Lituanie: Lois et conventions types, informations et conseils.	Prof. K. Trayinus
1994 à ce jour	Roumanie: Lois et conventions types, informations et conseils.	M. Dianconu Ministère de l'environ- nement Bucarest

ANNÉE	GOVERNEMENT & ASSISTANCE FOURNIE	CONTACTS CLÉS
1994 à ce jour	Fédération de Russie: Lois, conventions types, informations & conseils. Un avant-projet de loi a été établi.	Tatyana Pavlova Moscou
1994 à ce jour	Slovénie: Lois, conventions types, informations & conseils. Un avant projet de loi a été établi.	L.E. Muller Ljubljana
1994 à ce jour	Taiwan: Mise au point d'un programme pour limiter la prolifération des chiens errants/lutte contre la rage.	M.Ling Shaung-Nung Conseil de l'agriculture
1994 à ce jour	Turquie: Programme pour limiter la prolifération des chiens errants/lutte contre la rage.	Dr.M. Eker Ministère de l'agriculture
1994 à ce jour	Ukraine: Lois, conventions types, informations & conseils. Un avant-projet de loi a été établi.	Kiev APS-SOS
1995 à ce jour	République dominicaine: Fourniture de harnais servant de modèle pour la fabrication ultérieure de ces articles. Assistance prévue pour la poursuite d'un programme de formation de vétérinaires.	Conseil municipal Saint- Domingue
1995 à ce jour	Costa Rica: Poursuite du programme de formation. Distribution de matériels didactiques et de livres pour le programme en cours dans 12 écoles.	Ministère de l'éducation
1995 à ce jour	Cameroun: Aide au Gouvernement visant à créer des refuges pour recevoir et entretenir des primates illégalement capturés (gorilles/chimpanzés) dans leur habitat naturel pour le commerce des animaux domestiques exotiques.	M. Joseph Mengagn, M.Lima, directeur adjoint, M. Bello Directeur Ministère de l'environ- nement Yaoundé
1995 à ce jour	République-Unie de Tanzanie: Évaluation du commerce international des espèces naturelles.	M.A.Ndolanga Chief Wildlife J. Kibebe, CITES
1996 à ce jour	Congo: Aide au Gouvernement visant à créer des zones protégées pour recevoir et entretenir les primates illégalement capturés (gorilles/chimpanzés) dans leur habitat naturel pour le commerce des animaux domestiques exotiques.	Dr.Ruftin Oko Ministère de l'environ- nement Brazzaville

ANNÉE	GOUVERNEMENT & ASSISTANCE FOURNIE	CONTACTS CLÉS
1996 à ce jour	Inde: Aide à une évaluation visant à prévenir le commerce des ours sauvages utilisés pour le commerce des ours dansants.	Ministère de l'environnement M. Sahib Singh, Chef Ministère de l'État de Delhi
1997 à ce jour	Egypte: Programme pour limiter la prolifération des chiens errants (lutte contre la rage). Évaluation du trafic international des animaux sauvages d'origine.	Dr. Yusuf Walli, Ministère de l'agriculture, Mustafa Awad Mustafa, Premier Ministre adjoint d'Egypte Sous-secrétaire général aux zoos et à la nature, Le Caire
1997 à ce jour	République démocratique du Congo: Mise au point d'un programme d'entretien et de protection à long terme de grands primates illégalement capturés dans leur habitat naturel pour le commerce des animaux domestiques exotiques.	M. Benoît Kena, Secrétaire général, Ministère de l'environnement, Kinshasa, M. Jean Somben Chef divisionnaire, M. Yambele Muteba, Directeur de Cabinet Kinshasa

4. Fédération mondiale des anciens combattants

(Statut consultatif accordé en 1952)

Introduction

La Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC) regroupe des associations ou des fédérations nationales et internationales d'anciens combattants et de personnes ayant servi dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

La Fédération vise à promouvoir la paix et la sécurité internationales par l'application de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à défendre les intérêts spirituels et matériels des anciens combattants et victimes de guerre, et à établir des relations permanentes entre leurs organisations et à encourager la coopération et l'entente internationales.

Depuis le 1er janvier 1994 la Fédération a des adhérents dans onze nouveaux pays, il s'agit d'associations nationales en Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Géorgie, Guinée-Bissau, Lettonie, Lituanie, ex-République yougoslave de Macédoine et Tunisie. Douze associations nouvelles de pays où elle est déjà représentées sont venues s'ajouter au nombre de ses membres (y compris une association de personnel ayant servi dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies). La Fédération mondiale compte maintenant 144 associations réparties dans 77 pays, ce qui représente 27 millions de personnes pour l'ensemble des régions du monde (Afrique: 23 pays, Amérique du Nord et du Sud: 3 pays, Asie et Pacifique: 15 pays, Europe: 36 pays).

Participation

Au cours de la période considérée, des représentants de la Fédération ont participé à toutes les sessions du Conseil économique et social, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme (où ils ont présenté des déclarations écrites et orales relatives au projet de programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, trente-neuvième session, 1995), et de la Commission du développement social. La Fédération était représentée à toutes les sessions ordinaires de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et à d'autres réunions de la Commission, comme par exemple toutes les sessions du Comité pour la dépaupérisation par la croissance économique et le développement social et la cinquième Conférence ministérielle sur le développement social pour l'Asie et le Pacifique (Manille, novembre 1997). La Fédération est représentée à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale. Elle entretient également une relation de travail spéciale avec la Commission économique pour l'Europe.

Les représentants de la Fédération ont participé aux conférences ci-après, organisées par les Nations unies: Sommet mondial pour le développement social, quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (HABITAT II), la prorogation du traité sur la non

prolifération et le Comité préparatoire de la Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Coopération

La Fédération coopère au besoin avec le Bureau international du travail lorsqu'il s'agit de la protection juridique, économique et sociale d'anciens combattants et victimes de guerre, ainsi qu'avec les divisions de l'Organisation mondiale de la santé s'occupant des maladies mentales et des handicapés. La Fédération entretient en outre des relations consultatives avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Consultation et coopération avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants de la Fédération ont été reçus par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a adressé des messages et nommé des représentants à toutes les principales réunions de la Fédération. Des relations consultatives et de travail ont été maintenues avec de hauts fonctionnaires des départements suivants: Affaires de désarmement, affaires politiques, opérations de maintien de la paix, affaires humanitaires, coordination des politiques et développement durable, droits de l'homme, promotion de la femme, groupe des relations avec les organisations non gouvernementales (Département des affaires économiques et sociales).

Services consultatifs d'experts

Un document intitulé: "History of WVF Standing Committee on Women: A Case Study of Change in an international NGO active in Peace Efforts and Support of Multilateral Strategies" a été présenté par la Fédération à la réunion d'experts de la Division de la promotion de la femme sur le rôle des femmes dans les prises de décisions et le règlement des conflits, tenue à Saint-Domingue du 7 au 11 octobre 1996.

Renforcement du système des Nations Unies

Comme dans le passé, la Fédération et ses associations membres ont appelé au renforcement du système des Nations Unies, notamment dans les domaines de la sécurité internationale, de la paix, du désarmement, du maintien et du rétablissement de la paix, des droits de l'homme, et du développement économique et social. A cet effet les Assemblées générales de la Fédération (de 1994 à 1997) et le Conseil (1995) ont adopté à l'unanimité des résolutions soumises ensuite aux États Membres des Nations Unies (par l'intermédiaire des associations nationales), ainsi qu'aux organes compétents, et ont assuré à ces résolutions une large diffusion.

La Fédération a en outre contribué aux efforts collectifs des ONG pour appuyer les travaux de l'ONU dans le cadre de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, et de ses comités spéciaux.

Cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération a saisi cette importante occasion pour renforcer parmi ses membres et à l'extérieur l'intérêt et l'appui apportés à la coopération internationale dans le cadre des mécanismes des Nations unies. Le Siège de la Fédération a collaboré avec le Secrétariat de l'ONU à la commémoration du cinquantième anniversaire et la plupart des associations membres ont participé à des activités nationales, souvent liées à la commémoration de la fin de la deuxième guerre mondiale.

Des résolutions relatives au cinquantième anniversaire ont été adoptées par la vingt-et-unième Assemblée de la Fédération réunie à Bordeaux en 1994, et la réunion du Conseil tenue à Marrakech (1995) où une Journée spéciale a été consacrée à cet évènement.

5. Union mondiale des organisations féminines catholiques

(Statut consultatif spécial accordé en 1947)

L'Union mondiale des organisations féminines catholiques (UMOFC) a pour objet la promotion de la femme et à cet effet encourage la présence, la participation, et la prise de responsabilité des femmes catholiques dans la communauté ecclésiastique et laïque. Fondée en 1910, elle compte 93 organisations membres dans 56 pays, y compris 4 organisations internationales. L'UMOFC compte de nouveaux adhérents dans les pays ci-après: Australie, Cuba, Hongrie, Mexique, Pakistan, Panama, Pologne, République démocratique du Congo, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Pays de Galles), Tonga et Uruguay.

L'Union a des représentantes auprès du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Vienne, ainsi qu'auprès de l'UNESCO, de l'OIT (liste spéciale) et du BIT.

Participation à des conférences et à d'autres réunions

Les représentantes de l'UMOFC ont assisté aux sessions ordinaires du Conseil économique et social. Elles ont également participé aux sessions ordinaires de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement social, de la Commission du développement durable, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la population et du développement, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et du Conseil d'administration de l'UNICEF, ainsi que de l'Assemblée générale des Nations Unies, des conseils exécutifs et conférences générales de l'UNESCO, de la FAO et de certaines sessions des conférences annuelles de l'OIT. En outre, l'Union a participé aux comités préparatoires des Nations unies (et aux comités de planification intéressés) pour la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire), le Sommet mondial pour le développement social (Copenhague), la quatrième Conférence sur les établissements humains (HABITAT II) (Istanbul). Plusieurs représentantes de l'Union, provenant de divers continents ont participé aux conférences des Nations Unies au Caire, à Copenhague et Beijing.

Plusieurs représentantes ont participé au lancement de l'Année internationale de la famille, à Malte.

Déclarations

Étant donné que ses intérêts portent essentiellement sur le développement économique et social, des déclarations orales et écrites sont soumises conjointement avec d'autres organisations non gouvernementales. Les domaines de préoccupation comprennent entre autres la santé des femmes, la violence contre les femmes, la famille, la fillette, le vieillissement, le partage de l'autorité et des prises de décisions entre hommes et femmes à tous les niveaux, le sida, l'environnement, les violations des droits fondamentaux des femmes et l'insuffisance des efforts déployés pour promouvoir et protéger ces droits, la sécurité alimentaire, l'extrême pauvreté, les déséquilibres provoqués par les

/...

ajustements structurels, l'appui aux femmes des zones rurales et aux femmes migrantes, la nutrition, les sévices sexuels subis par les enfants, la prostitution des enfants, la pornographie, le viol en tant que crime de guerre, l'interdiction des mines antipersonnel, l'éducation, les pratiques traditionnelles qui mutilent les femmes, la discrimination qui affecte les femmes et leur condition, la discrimination raciale, le travail non rétribué des femmes, les stratégies de développement, la ratification et l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Coopération avec des Programmes, organes et institutions spécialisées des Nations Unies

L'UMOFC est en pourparler avec l'OMS et certains organismes privés de financement en vue de l'exécution d'un projet d'élimination du trachome dans plusieurs pays africains, à commencer par la République-Unie de Tanzanie. L'Union a obtenu un financement privé pour la campagne du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) intitulée "Women hold up half the sky". Elle a obtenu un financement continu au profit du Programme des Nations Unies sur le vieillissement en vue du lancement de l'Année internationale des personnes âgées.

Activités connexes

L'UMOFC a des commissions sur les droits de l'homme, la famille, et la coopération en faveur du développement, un comité international qui traite de la représentation auprès des Nations Unies et des ses institutions. Des groupes de travail sur la santé, l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et les femmes et la prise de décisions, orientent leurs efforts vers ces trois domaines critiques pour les femmes, et mis en relief dans le Programme d'action de la Conférence de Beijing. L'UMOFC a été appelée à présider le Comité des ONG pour la famille, à assurer les services de secrétariat du Comité d'ONG sur le logement et la communauté, et du Comité d'ONG sur le vieillissement, à présider le Comité d'ONG de l'équipe spéciale d'UNIFEM sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et de l'équipe spéciale concernant les femmes et la prise de décision relevant du Comité d'ONG sur la condition de la femme. L'Union a participé activement aux travaux des comités d'ONG s'occupant de diverses activités des Nations Unies, telles que le vieillissement, les droits de l'homme, les stupéfiants et l'abus des drogues, le développement durable, la condition de la femme, les femmes réfugiées, les femmes et l'emploi, la famille, l'Alliance des ONG sur la prévention du crime et la justice pénale, le logement et la collectivité, plaidoyers pour la sécurité alimentaire en Afrique, Comités d'Organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF, d'UNIFEM et de la FAO et leurs sous-comités.

Durant la période 1993-1994 l'UMOFC a tenu cinq conférences régionales aux Etats-Unis, au Sénégal, en Nouvelle-Zélande, au Panama et en France, de manière à compléter les connaissances et à renforcer les activités sur ces questions.

L'UMOFC a invité des organisations membres au Siège de l'ONU pour des séminaires où les participants ont pu entendre des intervenants appartenant à la Division de la promotion de la femme, à la Banque mondiale, et au Haut

Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à l'OIT et au Bureau pour le rétablissement de la paix par des moyens préventifs et diplomatiques. L'UMOFc a sélectionné les domaines prioritaires ci-après sur lesquels ses organisations membres sont invitées à concentrer leur attention et leurs efforts: la santé des femmes, l'élimination de la violence à l'égard des femmes, et les femmes et la prise de décisions.

En octobre 1997 à Rome, s'est tenue une réunion de toutes les représentantes de l'UMOFc auprès de l'ONU (New York, Genève), auprès de l'UNESCO, de la FAO, et de l'OIT, ainsi que du Conseil de l'Europe. Ensemble, avec le Conseil d'administration de l'Union, elles ont réfléchi à leurs responsabilités au service des femmes.

Conformément au Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Beijing, l'UMOFc a entrepris des enquêtes à l'échelle mondiale sur les femmes et la prise de décision, la santé des femmes et la violence à l'égard des femmes. Chaque enquête a couvert tous les pays où l'Union a des organisations membres, ce qui donne une excellente base de référence pour évaluer les progrès réalisés dans ces domaines.

Publications

L'UMOFc publie 3 à 4 fois par an un bulletin d'information en allemand, anglais, espagnol et français, par lequel elle tient ses membres au courant des activités de l'Organisation des Nations Unies. Des exemplaires de ce bulletin sont envoyés à tous les centres de l'ONU.

Membres de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques

L'UMOFc est constituée de 89 organisations nationales et de 4 organisations internationales, géographiquement réparties comme suit:

Afrique: 18 organisations, 7 millions de membres

Afrique du Sud (2); Cameroun (2); Ghana (2); Kenya; Libéria (rattaché au Ghana); Madagascar, Maurice, Nigeria, République démocratique du Congo; République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Swaziland, Togo et Zambie.

Asie et Pacifique: 13 organisations, 3 millions de membres

Australie (2); Fiji; Hong Kong (Chine); Inde; Indonésie; Japon; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée et Tonga.

Europe: 40 organisations, 5 millions de membres

Allemagne (3); Autriche (2); Belgique (3); Danemark; Espagne (5); Finlande; France; Grèce; Hongrie; Irlande; Italie (2); Luxembourg; Malte; Norvège; Pays-Bas (6); Pologne; République tchèque; République slovaque; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord [(Angleterre (4); Pays de Galles] et Suisse (2).

Amérique latine et Caraïbes: 11 organisations, 3 millions de membres

Argentine (5); Cuba; Mexique (3); Panama; Uruguay.

Amérique du Nord: 6 organisations, 4 millions de membres

Canada (5); États-Unis d'Amérique (1).

Organisations internationales: environ 450 000 membres

Le nombre total de membres s'élève à 22,5 millions

En raison de difficultés de communication et de la diversité des organisations, il est impossible de fournir des chiffres exacts. Dans certains pays une seule organisation membre est en fait une organisation composite tandis que dans d'autres, plusieurs organisations séparées sont toutes membres de l'UMOFC. L'Union mondiale est actuellement en train de revoir cette situation afin d'essayer d'obtenir des chiffres plus précis.

6. Vision mondiale internationale

(Statut consultatif spécial accordé en 1985)

Introduction

Vision mondiale internationale (VMI) est une organisation chrétienne internationale de secours et de développement dont les programmes s'emploient à aider les enfants, leurs familles et les collectivités dans 94 pays. L'Organisation se consacre à la réalisation d'un développement communautaire transformationnel, aux secours d'urgence, à la sensibilisation du public par des activités de plaidoyer, et à la pratique de la compassion chrétienne et de la réconciliation.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Vision mondiale internationale est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Elle a activement pris part aux travaux du Conseil économique et social dans des domaines d'une importance critique tels que le développement durable, la population, l'environnement, les femmes et les droits de l'enfant.

Coopération avec des programmes, organes et institutions spécialisées des Nations Unies

VMI a des observateurs officiels dans certains organismes des Nations Unies, à New York, Genève et Vienne. Elle est également membre du Comité d'organisations non gouvernementales auprès de l'UNICEF, et entretient des relations officielles avec l'OMS. Sa collaboration avec les Nations Unies se situe à plusieurs niveaux, notamment les activités de plaidoyer, les programmes régionaux/techniques et la coopération opérationnelle. Cette collaboration se résume comme suit:

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

VMI a exécuté conjointement avec le PNUD plusieurs projets dont un plan axé sur la création d'activités rémunératrices à l'intention de 10 000 familles déplacées à l'intérieur de leur pays en Azerbaïdjan; un projet consacré à la mise en oeuvre de la Convention des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification au Sénégal, projet qui, en 1995, a remporté le prix du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); un programme de formation au développement et à la microentreprise au Malawi; un programme de réinsertion d'anciens combattants dans le Nord du Mali, 1997; un programme d'information, d'éducation, de prévention et de soins concernant le VIH/sida au Myanmar, 1997. D'autres projets conjoints ont porté sur la préparation d'ateliers consacrés à l'équilibrage des activités de développement à l'échelon du district au Malawi et en 1997 un projet de reboisement et de gestion des effets des catastrophes en Mongolie, ce projet comprenait également des enquêtes de référence et des programmes d'éducation communautaires. VMI a en outre représenté toutes les ONG sénégalaises à la Convention sur la lutte contre la

désertification, depuis la Conférence de Rio jusqu'à la première Conférence des Parties, à Rome en octobre 1997, et à des conférences, séminaires, expérimentations techniques sur le terrain et services d'informations aux communautés.

UNICEF

La collaboration avec l'UNICEF porte sur les domaines technique, publicitaire et opérationnel. Depuis 1994 VIM coopère chaque année à environ cinq projets appuyés par l'UNICEF. Il s'agit le plus souvent de programmes d'aménagement des ressources en eau et d'immunisation des enfants, notamment au Malawi, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie, au Sénégal, au Soudan, et au Swaziland. En outre, durant la période 1995-1997, au Burundi, VIM est venu en aide aux enfants séparés de leur famille et a participé à des projets pilotes visant à la création d'activités rémunératrices. Les projets des partenaires de l'UNICEF portent sur des activités telles que: formation d'enseignants bénévoles au Honduras; programmes pour la survie de l'enfant au Mali; ateliers de planification stratégique pour des ONG locales au Myanmar; services d'urbanisme en Inde; assistance aux enfants des rues au Cambodge; sensibilisation au danger des mines et formation d'équipes de déminage au centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, à Florence, Italie, par le personnel cambodgien de VIM (1996). Une autre opération réalisée conjointement avec l'UNICEF en Ouganda concernait les enfants soldats, et a donné lieu à une publication intitulée: Shattered Innocence, en 1997. A la Conférence de Beijing sur les femmes, le personnel canadien de VIM a organisé un atelier consacré à la petite fille, avec des participants de Somalie, de Chine, des Philippines et du Bangladesh. Les débats étaient dirigés par un directeur de la filiale canadienne de VIM.

OMS

Depuis 1989 VIM est dotée d'un statut consultatif officiel auprès de l'OMS. Depuis 1994 la coopération avec l'OMS a porté sur la création d'écoles de promotion de la santé en Mongolie, l'exécution de projets sanitaires à Jakarta, Indonésie, et les programmes annuels de publicité sur la Journée mondiale de la santé avec la participation de toutes les filiales de Vision mondiale internationale.

UNIFEM

Les activités conjointes ont essentiellement porté sur un programme consacré aux questions de sexospécificité, au Sénégal.

HCR

VIM a collaboré avec le HCR d'abord comme bailleur de fonds pour les secours d'urgence, puis à l'exécution de programmes. Les plus importants concernaient les réfugiés de Kyarugusu et Kigoma en République-Unie de Tanzanie, avec un budget de plus d'un million de dollars pour la période 1997/98; des réfugiés au Zaïre, avec un budget de 312 000 dollars et en Bosnie avec un budget de 549 000 dollars. D'autres programmes d'aide aux réfugiés ont été exécutés en Angola, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Cambodge, au Malawi, au Mali (intégré dans un programme de développement durable), en Mauritanie et en Ouganda.

PAM

Outre le maintien du statut consultatif officiel, la collaboration s'est orientée sur trois domaines: évaluation, apport de ressources et mise en oeuvre. Une évaluation de la sécurité alimentaire a été entreprise en octobre 1997 en République-Unie de Tanzanie, compte tenu des investissements déjà effectués en vivres et en espèces, atteignant un total de 1,6 million de dollars de 1995 à ce jour. Le coût des opérations actuelles de distribution de denrées alimentaires en Azerbaïdjan s'élève à 3,5 millions de dollars. En Sierra Leone, le financement du programme de secours alimentaire pour 1996 se ventilait comme suit: VIM: 200 000 dollars; PAM: 135 089 dollars; GIK: 3,4 millions de dollars; en 1997 ces montants ont été complétés par 230 673 dollars en espèces et 1,7 millions GIK. D'autres opérations ont été menées au Cambodge, au Congo, au Honduras, au Kenya, en République démocratique populaire Lao (où 4 000 tonnes de riz ont été distribuées en 1997), au Libéria (budget de 250 000 dollars), au Malawi, en Somalie et au Swaziland.

UNOCHA

La collaboration s'est surtout concentrée en Géorgie, dans la région de l'Abkhazie. Des représentants officiels de VIM auprès de l'ONU assistent régulièrement aux réunions mensuelles OCHA/INTERACTION pour les ONG à l'ONU.

Autres activités connexes

Vision mondiale internationale a été accréditée pour participer à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, au Sommet mondial pour le développement social, à la Conférence internationale sur la population et le développement et à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. En 1997, Vision mondiale internationale a reçu une mention honorable de l'Association internationale de relations publiques et du Département de l'information de l'ONU pour ses activités de sensibilisation du public à la faim dans le monde. VIM s'emploie très activement à soutenir les efforts de sensibilisation et d'éducation du public sur les activités de l'ONU dans ses diverses revues, bulletins d'information, et autres publications, à l'occasion d'évènements spéciaux (24-Hour Famine) et par ses matériels d'information aux donateurs.
